



---

## 209<sup>ème</sup> session du Conseil exécutif de l'UNESCO

PLENIERE

209 EX/4 et 5

### **Débat de politique générale**

Paris, le 02.07.2020

Déclaration de la Suisse (par l'Amb. Martin Michelet)

---

Monsieur le Président du Conseil exécutif,  
Monsieur le Président de la Conférence générale,  
Madame la Directrice générale,  
Excellences, Mesdames, Messieurs,

La salle I de la Maison de l'UNESCO a souvent été le théâtre des grands événements, des grands enjeux, comme le fut par exemple, il y a 15 ans, l'adoption de la Convention de 2005.

Aujourd'hui, la scénographie est différente, l'assemblée plus clairsemée, mais l'enjeu nous semble tout aussi important. La Suisse se réjouit vivement du fait que notre Conseil puisse enfin se réunir, malgré les circonstances tragiques que nous vivons. La salle I abrite en ce jour l'expression de la volonté des Etats membres de l'UNESCO de poursuivre nos travaux, ce qui apparaît d'autant plus impérieux en ces temps de crise

---

pandémique, dont les effets économiques et sociaux mettent en péril l'avenir de trop nombreuses personnes.

La Suisse apprécie les actions entreprises par le Secrétariat devant la COVID-19. Le Secrétariat est parvenu sans délai à mobiliser les Ministres et à lancer des initiatives visibles qui ont servi à mettre en exergue les défis auxquels nos sociétés doivent faire face. Il a développé des idées et favorisé leur partage.

Le multilatéralisme doit cependant conserver sa primauté dans l'enceinte qui est la nôtre. S'en dispenser n'est ni viable ni souhaitable. La Suisse regrette par exemple il n'y ait pas eu une déclaration commune forte de notre Conseil, voire de la Conférence générale, devant la pandémie.

Le dialogue politique constitue l'essence du multilatéralisme et doit persister en toutes circonstances. La position de mon pays est claire et cohérente dans toutes les enceintes internationales. C'est dans cet esprit que nous nous sommes engagés, ici à l'UNESCO, et que nous continuerons à le faire. La Suisse appelle ce Conseil à se doter de solutions innovantes et constructives, aussi en mode virtuel, avant que ne surgisse la prochaine crise - ce d'autant que nous ne sommes pas sortis de la présente.

Nous plaillons par ailleurs pour une amélioration de nos méthodes de travail par l'instauration de processus de négociation en amont renforcés afin de rendre notre organisation plus efficiente et plus transparente.

Monsieur le Président,

Madame la Directrice générale,

Chers collègues,

J'aimerais maintenant aborder la question des décisions stratégiques qui nous attendent en vue des prochains C/4 et C/5 à la lumière du rapport sur l'exécution du programme (PIR) et du rapport stratégique sur les résultats (RSR) que nous sommes appelés à commenter.

S'agissant du premier, la Suisse soutient la proposition d'une intégration à l'avenir des informations programmatiques et financières dans un seul et même document afin d'obtenir une meilleure vue d'ensemble et accroître ainsi transparence et redevabilité.

Le RSR constitue quant à lui une auto-évaluation, il s'inscrit donc dans un champ limité par les contraintes propres à un tel exercice. Le renouvellement du C/4 étant pour sa part un élément de la transformation stratégique, il nous intéresserait de savoir quelles seront les autres sources sur lesquelles va se bâtir la prochaine stratégie à moyen-terme. Dans ce contexte, nous attendons avec intérêt les recommandations du groupe de haut niveau et les résultats des questionnaires adressés aux Etats membres. Nous sommes également intéressés à ce que les consultations des Commissions nationales, dont celle interrégionale que nous avons prévu en mai à Lugano, en Suisse, puissent avoir lieu. Ces consultations, que nous appelons de nos vœux, pourraient, selon nous, se dérouler après la présentation de vos propositions préliminaires que nous étudierons lors de la 210<sup>ème</sup> session.

La période de crise actuelle qui touche tous les pays et ses effets ne peuvent pas être omis dans ce cadre de renouvellement stratégique. Comment allons-nous réagir face à cette situation ? Nous devons prendre la mesure de l'impact de ce qui nous arrive sur les valeurs fondamentales de l'UNESCO auxquelles nous sommes tous ici profondément attachés.

J'aimerais mentionner à cet égard un exemple qui nous est cher, celui du Bureau international d'éducation à Genève. Sa relance doit être appréciée à la lumière des enjeux et des besoins actuels, avivés sous l'effet de la crise. Nous remercions les pays qui se sont impliqués dans le Groupe de travail créé par la 40<sup>ème</sup> conférence générale pour relancer le BIE à Genève et ceux qui ont annoncé leur soutien. Nous sommes convaincus que sa situation au cœur du système onusien à Genève permet au BIE de peut prendre toute sa dimension, en toute indépendance, pour apporter une valeur ajoutée au développement durable et au curriculum pour tous les Etats membres. Nous nous espérons qu'une décision pourra enfin être prise afin que le BIE reprenne son travail et retrouve son rayonnement d'antan.

Je souhaite conclure en réitérant notre conviction que l'élaboration du prochain C/4 représente notre priorité n°1. Il s'agit de positionner l'UNESCO, qui célèbre elle aussi ses 75 ans, au cœur du multilatéralisme, en lien avec New York et Genève, afin de contribuer à la nécessaire réalisation de l'Agenda 2030 en ces temps de crises et de conflits.

Je vous remercie de votre attention.

|       |
|-------|
| Q&A : |
|-------|

Le RSR soulève autant de questions, de manière pertinente par ailleurs, qu'il n'apporte de réponses. Par exemple, la coopération inter-agence semble être un obstacle à l'avantage comparatif de l'UNESCO sans cesse évoqué : y a-t-il des améliorations à apporter au niveau de la relation avec les autres entités du système onusien ou d'autres acteurs ? Ou encore à la volonté d'accroître l'interdisciplinarité largement exprimée : y a-t-il des réflexions structurelles et financières en cours ?

Quelles sont les initiatives envisagées pour commémorer les 75 ans de la création de l'UNESCO ?